



Parti Communiste Français

Section du Bassin d'Arcachon

61 bis, Avenue de la Libération - 33380 BIGANOS

T. 05 56 82 73 24 (06 03 36 36 53 ou 06 08 84 11 85)

Courriels : christian.darriet@free.fr; danielle.trannoy@orange.fr;

Site internet : www.pcfbassin.fr

(Biganos, Audenge, Lanton, Andernos, Arès, Le Porge, Lège, Mios, Belin-Beliet, Marcheprime, Le Barp, Salles, Le Teich, Gujan, La Teste, Arcachon)



LES 4 ET 7 SEPTEMBRE : Libertés – Retraites : Même combat !

Soyons à la hauteur des défis !

Les communistes du Bassin d'Arcachon et du Val de l'Eyre ne dissocient pas les deux combats :
Ils rejettent et condamnent le racisme d'Etat et luttent pour le maintien de la retraite à 60 ans.
La situation sociale et politique est grave : Ne sommes-nous pas à un tournant ? Face à un choix de société !
Ensemble, nous serons à Bordeaux :

- samedi 4 septembre à 10 h 30, Parvis des Droits de l'Homme, Palais de Justice
- mardi 7 septembre, à 11 h, Allées de Tourny

La République est en danger :

par les choix sécuritaires et de contrôle des populations du Président et de son Gouvernement :

- En désignant, les Roms, les jeunes, les pauvres, les malades, etc) comme des « des ennemis intérieurs », **ils** mettent en cause la Constitution française : « article 1^{er} : La France est une république indivisible, laïque, démocratique et sociale. Elle assure l'égalité de tous les citoyens dans distinction d'origine, de race ou de religion. ».
- En opposant les uns aux autres, **ils** créent un climat de « guerre civile ».
- En maintenant, les troupes françaises en Afghanistan, **ils** désignent aussi des ennemis extérieurs faisant courir des risques d'un conflit à l'échelle de la planète.
- **Ils** tentent de masquer le chômage des jeunes, l'austérité, la destruction des retraites, les délocalisations des emplois, l'inflation, etc....

La République est aussi en danger :

par l'insécurité sociale (travail, vie quotidienne, éducation, santé...) : le droit à la retraite :

Depuis plusieurs décennies, la casse des solidarités du monde du travail et des acquis sociaux, du socle des services publics a de graves conséquences touchant toutes les couches de la société : destructions de familles entières, souffrances, actes de violence... Actes que nous dénonçons y compris toutes organisations parallèles et criminelles aggravant les conditions de vie des uns et des autres. Comme nous dénonçons toutes les dérives mafieuses gangrénant la société.

Le plan de rigueur mis en œuvre par la droite vise à faire payer aux Français une crise dont ils ne sont pas responsables.

Le projet de loi sur la retraite est symbolique de cette politique de classe. Ainsi, l'âge légal passerait à 62 ans et beaucoup devraient travailler jusqu'à 67 ans pour avoir droit à une retraite à taux plein. L'essentiel du financement repose sur les salariés : 42 milliards d'euros contre 4 milliards pour les grandes fortunes et les multinationales.

Les sacrifices ne s'arrêtent pas là :

Comment vivre décemment dans ces conditions, avec des salaires qui restent, pour 50% d'entre eux, inférieurs à 1500 € par mois ?

Comment nos aînés peuvent-ils profiter de leur retraite quand 90% des pensions sont inférieures à 1000 euros ?

- ▶ tentative d'une baisse de l'APL pour les étudiants,
- ▶ gel des allocations adultes handicapés,

- ▶ suppression de 16 000 postes dans les écoles,
- ▶ fermeture et privatisation de services hospitaliers,
- ▶ gel des salaires et suppression de 100 000 postes de fonctionnaires,
- ▶ augmentation du prix des timbres et du gaz, de l'électricité...

L'argent existe pour vivre mieux !

La productivité du travail et les profits financiers s'accroissent sans cesse. En pleine crise, la fortune des 500 familles les plus riches de France a augmenté de 25% en un an, passant de 194 milliards d'euros à 241 milliards d'euros !

C'est le sens du projet de loi pour une autre réforme des retraites présenté par les parlementaires communistes, démontrant qu'il est possible de partir à 60 ans avec une retraite à taux plein en mettant à contribution les revenus financiers des grandes multinationales.

Pétition de soutien à une loi pour un autre financement des retraites : www.pcf.fr

Nous avons fait connaître ce texte de Loi et proposé à la population de le soutenir (plusieurs centaines de signatures ont été recueillies sur le Bassin d'Arcachon. L'objectif est d'en collecter 100000 dans toute la France.

Ne sommes-nous à un nouveau tournant ?

Le capitalisme a besoin d'un pouvoir politique et idéologique qui enferme l'opinion, le peuple dans un imaginaire contre un ou des ennemis..... d'où ce climat dangereux de guerre civile.

Notre pays souffre du capitalisme, de cette politique dictée par les puissances de l'argent. Les Français ont besoin d'une politique qui redistribue les richesses avec plus de justice et plus de solidarité entre les générations, qui repense les fondements de la République sur les bases d'un projet de société, où les richesses produites par le travail ne seront pas accaparées par une minorité.

Cependant le système capitaliste ne permettra aucun aménagement.

Socialisme ou barbarie !!!

Nous sommes donc contraints à rechercher ensemble les solutions pour rompre avec la crise.

Mener une politique de défense et consolidation de nos acquis sociaux suppose de s'attaquer à la gangrène financière et à la consanguinité entre le pouvoir et l'argent. Ceci nécessite de poser la question de la répartition des richesses, lesquelles ne sont produites **QUE par notre travail**. Il convient donc de s'attaquer au capital et à ses privilèges. Ne pas le faire, c'est s'exposer à la défaite et à la galère sociale.

Participons tous à la mobilisation du samedi 4 et du mardi 7 septembre prochain à Bordeaux à l'appel des organisations syndicales, associations et partis politiques et du Parti Communiste Français.

Le succès sera déterminant pour la suite. Unis, nous sommes une force !

Faisons grandir l'espoir de construire une société plus juste et plus humaine !